

**LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS DANS
LES PAYS PETROLIERS DE LA REGION MENA
ANALYSE THEORIQUE ET ETUDE EMPIRIQUE**

Abdelmalek BOUSSAID, ENSSEA, Laboratoire de Statistique Appliquée
Besma KIHAL , ENSSEA, Laboratoire de Statistique Appliquée

Résumé :

L'investissement direct étranger (IDE) est un facteur potentiel de croissance pour les pays en développement. Son attractivité exige des gouvernements de fournir un climat économique, politique et institutionnel favorable pour les investisseurs étrangers. Les pays pétroliers du Moyen Orient et l'Afrique du Nord (MENA) restent à l'écart du mouvement accéléré des IDE vers les pays en voie de développement, et ce malgré les efforts consentis pour leur attractivité. L'objectif de ce travail est donc de déterminer les facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers (IDE) dans les pays pétroliers de la région MENA, tout en mettant l'accent sur les effets de l'abondance des ressources naturelles sur l'attractivité des territoires. Les résultats de notre étude économétrique soulignent l'importance de 1) la dimension économique, mesurée par la croissance économique, le commerce extérieur, le fonds brut du capital fixe et la part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans le PIB, 2) la dimension institutionnelle, mesurée par la stabilité du régime politique et la durabilité du régime, et 3) la dimension socioculturelle, mesurée par le nombre de téléphone ainsi que le taux d'urbanisation.

Mots clés : attractivité des investissements directs étrangers, ressources naturelles, pays pétroliers de la région MENA.

Abstract:

Foreign Direct Investment (FDI) is a potential growth driver for developing countries. Its attractiveness requires governments to provide a favorable economic, political and institutional climate for foreign investors. Oil-producing countries in the Middle East and North Africa (MENA) remain away from the accelerated movement of FDI to developing countries, despite the efforts made for their attractiveness. The purpose of this work is therefore to determine the attractiveness factors of foreign direct investment (FDI) in oil-producing countries of the MENA region, while emphasizing the effects of the abundance of natural resources on the region. attractiveness of territories. The results of our econometric study highlight the importance of 1) the economic dimension, measured by economic growth, foreign trade, gross fixed capital fund, and the share of manufacturing value added in GDP, 2) the

institutional dimension, measured by the stability of the political regime and the sustainability of the regime, and 3) the socio-cultural dimension, measured by the number of telephones and the rate of urbanization.

Key words: attractiveness of foreign direct investment, natural resources, oil-producing countries of the MENA region.

1- Introduction :

L'investissement direct étranger est un élément primordial de croissance des pays. Il permet l'ouverture aux marchés internationaux avec la coopération internationale, la hausse de la productivité avec les exportations, le transfert des nouvelles technologies avec le savoir faire, et favorisent la mise en valeur des ressources humaines.

Les pays pétroliers de la région MENA ont consenti beaucoup d'efforts dans l'attractivité des IDE. Ils font face à de grands et réels défis dans le maintien d'un environnement économique et institutionnel propice. Mais malheureusement, les résultats obtenus dans ce domaine restent toujours mitigés, d'autant plus qu'une grande proportion des IDE reçus concerne essentiellement les investissements liés à l'exploitation des matières premières, notamment le pétrole.

Les chercheurs ont mis en évidence la richesse pétrolière comme une explication de la faible attractivité des IDE ainsi qu'une source de la mauvaise performance économique. Ces pays sont connus aussi par « *la malédiction des ressources naturelles* ». En d'autres termes, les pays qui gagnent une partie importante de leurs revenus des ressources naturelles ont tendance à avoir une croissance économique plus faible, et souffrent d'attractivité très faible des IDE, car c'est l'industrie manufacturière qui constitue le moteur de commerce et de la croissance économique, surtout celle basée sur la technologie et la forte productivité.

La dépendance à l'égard des matières premières est une menace pour le développement économique, car la volatilité des prix affecte négativement la croissance, l'épargne, les termes de l'échange et les dépenses publiques. En outre, elle érode les institutions, suggère la corruption et diminue les incitations à la diversification et à l'investissement dans les projets productifs. De plus, elle renforce les autocraties et les régimes de rente et alimente les conflits civils. L'ensemble de ces facteurs affecte négativement l'attractivité des investissements directs étrangers.

Dans cette perspective, le but de cet article est de déterminer les facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers dans les pays pétroliers de la région MENA, tout en mettant l'accent sur les effets de l'abondance des ressources naturelles sur l'attractivité des IDE.

2- Les caractéristiques des IDE dans les pays pétroliers de la région MENA :

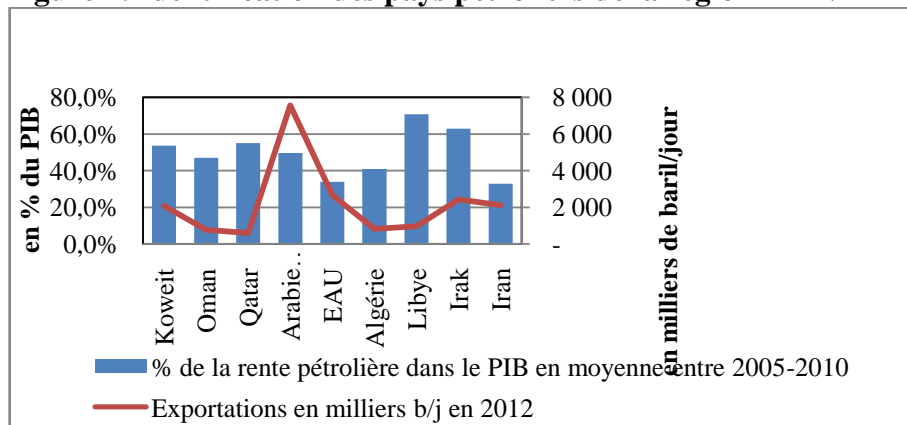
Les pays pétroliers de la région MENA sont en nombre de 16, avec différents niveaux de dotations : Algérie, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Bahreïn, Egypte, Iran, Irak, Koweït, Libye, Mauritanie, Oman, Qatar, Soudan, Soudan du Sud, Syrie et le Yémen.

Afin de sélectionner de manière homogène les pays de notre échantillon, nous allons considérer, tout au long de cette partie, un pays comme pétrolier :

- ✓ S'il dispose de réserves prouvées de pétrole ;
- ✓ S'il est exportateur net de pétrole. Cela assure que les pays qui ont une rente pétrolière et ils sont des importateurs net, n'apparaîtront pas sur la liste ;
- ✓ Si la rente pétrolière représente plus de 30% de son PIB en moyenne entre 2005 et 2010.

Nous identifions ainsi 9 pays pétroliers : Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Algérie, Libye, Irak, Iran.

Figure1 : Identification des pays pétroliers de la région MENA



Source: Figure réalisée à partir des rapports suivants : Arab Monetary Fund (AMF) (2011) « Joint Arab Economic Report ». Energy Information Administration. BP Statistical Review of

World Energy (2012). OPEC, Annual Statistical Bulletin (2013). World Development Indicators (2013).

Les ratios rente pétrolière/PIB du Bahreïn (25.65%), Mauritanie (26.29%), Soudan (8.92%), Yémen (27.3%), Syrie (26.19%) sont inférieurs à 30%. Ils ne sont pas considérés donc comme pays pétroliers dans notre étude.

L'analyse des flux d'investissement dans les pays pétroliers de la région MENA révèle cinq principales caractéristiques que nous tenterons de montrer dans ce qui suit :

Le rythme des flux d'IDE dans les pays pétroliers de la région MENA :

Selon les chiffres de la CNUCED, les flux mondiaux des IDE ont grimpé de 135% passant d'une moyenne de 850 milliards de dollars US au cours de la période 1996- 2006 à 2002 milliards de dollars en 2007. La situation change à la suite de la crise financière mondiale de 2007-2008. Les flux mondiaux d'IDE chutent de 32% entre 2007 et 2012 passant de 2002 milliards de dollars en 2007 à 1350 milliards de dollars en 2012.

Tableau 1: Flux d'IDE entre 1996 et 2012 en millions de dollars US

| | 1996-2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Région MENA | 23 665 | 105 551 | 118 569 | 93 190 | 78 815 | 61 704 | 63 491 |
| Pays pétroliers de la région MENA (de notre échantillon) | 11 413 | 56 894 | 71 236 | 62 144 | 50 475 | 35 078 | 35 270 |
| Pays en développement | 41 870 | 589 430 | 668 439 | 530 289 | 637 063 | 735 212 | 702 826 |
| Total monde | 850 717 | 2 002 695 | 1 816 398 | 1 216 475 | 1 408 537 | 1 651 511 | 1 350 926 |

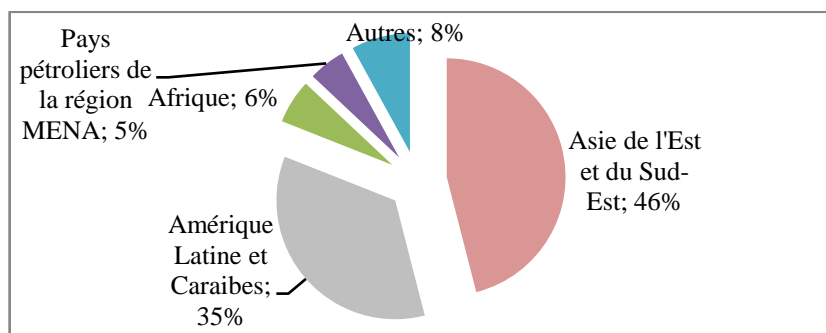
Source : Base de données de la CNUCED

Le **tableau 1** souligne la place réduite que tiennent les pays pétroliers de la région MENA dans la répartition mondiale des flux d'investissement direct étranger. En effet, ces pays captent une proportion de 2.54% des flux mondiaux d'IDE en 2012 contre 2.75% en 2007.

Les flux d'IDE dans la région sont les plus faibles par rapport aux autres régions du monde :

Au cours de la dernière décennie, les flux d'IDE vers les pays pétroliers de la région MENA représentaient entre 4% et 12% du total des flux vers les pays en développement. En 2012, la région a capturé 4.89% du total des flux vers les pays en développement sur 702 milliards de dollars US et 2.54% des flux mondiaux soit moins que les pays en transition, qui ont accaparé, durant la même année, 6.46% des flux mondiaux, l'équivalent de 87 382 millions de dollars US (**Figure 2**).

Figure 2: Flux d'entrées d'IDE vers les pays en développement en 2012 (en %)



Source : Elaborée à partir de la base de données de la CNUCED

Le même constat se fait si l'on compare les flux d'entrées d'IDE vers les pays pétroliers avec ceux des pays émergents (**Figure 3**). En effet, en 2012, les flux vers les quatre pays du BRIC sont sept fois plus élevés que ceux des neuf pays pétroliers, soit l'équivalent de 263 milliards de dollars contre 34 milliards de dollars. De même, les quatre dragons et les cinq tigres ont reçu un afflux de 144 milliards de dollars et 49 milliards de dollars respectivement, des montants qui dépassent largement ceux des pays pétroliers de la région MENA.

3- Etude empirique :

Notre analyse empirique utilise les données de panel de huit pays pétroliers de la région MENA, précédemment sélectionnés, sur une période allant de 1996 à 2012. L'Irak a été exclu des régressions en

raison du manque considérable des données annuelles et ce pour plusieurs variables.

La variable dépendante choisie est le rapport des flux d'entrées d'IDE sur le produit intérieur brut au prix courant. Les variables explicatives ou exogènes sont réparties sur trois dimensions : économique, institutionnelle et socioculturelle. Elles sont présentées dans le tableau suivant

Dans ce qui suit, nous estimons, à travers deux modèles de régression, les relations suivantes :

Modèle 1 : Régression à l'instant t

$$IDE_t = \alpha + \beta_1 GROW_{i,t} + \beta_2 TRADE_{i,t} + \beta_3 EXPTR_{i,t} + \beta_4 RSRPTR_{i,t} + \beta_5 FBCF_{i,t} + \beta_6 CORRUP_{i,t} + \beta_7 DEMO_{i,t} + \beta_8 DUR_{i,t} + \beta_9 TEL_{i,t} + \beta_{10} SUP_{i,t} + u_{i,t} + \varepsilon_{it}$$

Modèle 2 : Régression retardée à l'instant t-1

$$IDE_t = \alpha + \beta_1 IDE_{i,(t-1)} + \beta_2 GROW_{i,(t-1)} + \beta_3 TRADE_{i,(t-1)} + \beta_4 EXPTR_{i,(t-1)} + \beta_5 RSRPTR_{i,(t-1)} + \beta_6 FBCF_{i,(t-1)} + \beta_7 CORRUP_{i,(t-1)} + \beta_8 DEMO_{i,(t-1)} + \beta_9 DUR_{i,(t-1)} + \beta_{10} TEL_{i,(t-1)} + \beta_{11} SUP_{i,(t-1)} + u_{i,(t-1)} + \varepsilon_{i,(t-1)}$$

Où, $u_{i,t}$ est l'effet individuel ; ε_t le terme de l'erreur ; les indices i et t représentant respectivement le pays d'accueil et l'année t ; SUP prend tour à tour la forme de 0, INF, STAPOL, LIBECO, PRIX, FLUX, URB. La variable URB est remplacée par la variable INDUSTRI dans le Modèle 2.

a. Tests et statistiques descriptives

Test d'homogénéité : La technique des données de panel impose de prime abord, de tester la validité de la structure de panel avant de valider la spécification des modèles 1 et 2 précédents. En d'autres termes, il s'agit de tester l'égalité de la constante α et des coefficients β pour chaque modèle et ce pour l'ensemble des pays.

La procédure du test se déroule en trois phases distinctes. Les résultats du test pour les deux modèles sont présentés. Dans la première étape, on teste l'homogénéité globale notée H_0^1 . Il s'agit de valider

l'hypothèse d'égalité des coefficients β_i et des constantes α_i entre tous les pays.

$$H_0^1: \beta_i = \beta, \alpha_i = \alpha, \forall i \in [1, N]$$

On en déduit qu'il n'y a pas de structure commune entre les pays pétroliers. Afin de conclure sur la forme du modèle à retenir, nous testons l'hypothèse d'égalité des coefficients β_i associés aux variables explicatives.

$$H_0^2: \beta_i = \beta \forall i \in [1, N]$$

La p-value correspondante permet d'accepter cette hypothèse au seuil de 5%. On en conclut que les coefficients β_i sont communs pour tous les pays pétroliers. Il reste à présent de tester si les constantes α_i sont homogènes. C'est l'objet de la troisième étape qui consiste à tester l'hypothèse H_0^3 d'égalité des constantes individuelles α_i :

$$H_0^3: \alpha_i = \alpha \forall i \in [1, N]$$

La probabilité associée à la statistique de Fisher (106.13) est largement inférieure au seuil de 5%, ce qui suggère le rejet de l'hypothèse H_0^3 au profit de l'hypothèse H_1^3 qui implique l'introduction des effets individuels dans les modèles 1 et 2. Il est important à ce stade de vérifier si ces effets sont fixes ou aléatoires grâce à l'application du test de spécification des effets individuels d'Hausman. Il permet ici de conclure, pour les 14 régressions, en faveur de la présence *d'effets individuels aléatoires*, malgré que le coefficient « *sigma u* » est nul.

Afin de confirmer ou infirmer la présence des effets aléatoires, nous procédons à une vérification à l'aide du test Breusch-Pagen. La p-value correspondante à ce test est supérieure à 5%, ce qui suggère l'acceptation de l'hypothèse nulle: les effets aléatoires sont non significatifs. Le modèle est un panel *pooling*.

b. Régressions et interprétations des résultats

Les résultats que nous avons obtenus à travers l'économétrie de panel en *pooling* pour la période 1996-2012 et ce sur l'ensemble de l'échantillon de 8 pays retenus.

Modèle 1 :

le Modèle 1 représenté par l'équation suivante :

$$IDE_{it} = \alpha_{it} + \sum \beta_k (\text{variables explicatives})_{it,k} + \varepsilon_{it}$$

Où : $i = 1, 2, \dots, 8$

$t = 1996, 1997, \dots, 2012$

La régression n°1 est la régression de base sans la variable supplémentaire. Les autres régressions introduisent tour à tour une variable supplémentaire. Les variables significatives dans le Modèle 1 sont : le fond brut du capital fixe, le commerce extérieur, la croissance économique, la durabilité du régime, les exportations pétrolières, les réserves pétrolières et le nombre de téléphone dans 100 habitants. Pour ce qui est des variables supplémentaires, seules l'indice de stabilité économique et absence de violence ainsi que le taux d'urbanisation sont significatifs.

Le fonds brut du capital fixe (FBCF) arbore un signe positif significatif sur les entrées d'IDE dans la majorité des régressions du modèle 1. Une augmentation de 1% du FBCF augmentera l'attractivité des entrées d'IDE de 9%. **Le commerce extérieur** affiche également un signe positif significatif dans toutes les régressions du Modèle 1. Il détient, après le FBCF, l'impact le plus important sur le terme dépendant. Cette significativité confirme la complémentarité entre le commerce extérieur et les entrées d'IDE. Une augmentation de 1% du commerce extérieur augmente de 4% la proportion des IDE dans le PIB. Ces résultats rejoignent les conclusions des études empiriques de Culem (1988), Edwards (1990), Jun et Singh (1995) et Benassy et al (2003). De même pour **la croissance économique**, elle a une influence positive sur la variable à expliquer comme il a été attendu. Une augmentation de 1% de cette variable augmente la proportion d'entrées d'IDE dans le PIB de 0.1%. La croissance économique est positive et significative dans six des sept régressions. Pareillement, **la durabilité du régime politique** est positive et significative dans six des sept régressions. Une augmentation de 1 an en matière de durabilité augmente la proportion des IDE dans le PIB de 0.06%. Les résultats de nos estimations rejoignent les conclusions de Li et Resnick (2003). Comme nous l'avons déjà souligné, les firmes multinationales préfèrent investir dans les pays à régime autocratique car les gouverneurs autocratiques peuvent fournir plus de programme d'incitations financières et fiscales et assurent une pression syndicale quasi inexistante.

Les deux variables **exportations pétrolières et réserves pétrolières** nous donnent deux signes différents et contradictoires. Les exportations sont significativement positives dans la régression n°2, et les réserves

sont significativement négatives dans la régression n°3. Si la présence d'une ressource naturelle attire plus d'IDE, ces deux variables devraient arborer le même signe « positif ». Cette contradiction peut résulter de la forte corrélation entre ces deux variables. Nous allons effectuer d'autres estimations afin de confirmer ou infirmer le signe positif. Aussi, les résultats montrent que **l'indice de la stabilité politique et absence de la violence** est négatif et significatif dans l'attractivité des IDE. Ceci est conforme avec la théorie économique. Cela nous confirme que la présence de l'instabilité politique et de la violence dans les pays pétroliers de la région MENA décourage les investisseurs étrangers. Par ailleurs, **le nombre de téléphone dans 100 habitants** est un proxy qui mesure le niveau de développement des infrastructures et le degré de pénétration ou d'utilisation de la technologie. Son influence est positive et significative dans une seule régression (n°3). Une augmentation de 1% du nombre de téléphone augmente l'attractivité des pays de 3.24%. D'un autre côté, **le taux d'urbanisation** n'arbore pas le signe attendu. Il est significativement négatif dans l'attractivité des IDE dans les pays pétroliers de la région MENA. En d'autres termes, la concentration des activités économiques dans les grandes villes n'encourage pas les entrées d'IDE. Cela est en contradiction avec la théorie économique que nous avons présenté dans la partie précédente. Quant à **la corruption**, elle affiche un signe négatif mais non significatif dans l'attractivité des IDE dans l'ensemble de nos régression. De même, **l'indice de liberté économique** arbore un signe négatif mais non significatif dans la régression n°4, ce qui est en contradiction avec l'hypothèse de départ. L'argument qui peut être avancé est le fait que les investisseurs étrangers investissent majoritairement dans les ressources naturelles sans se préoccuper des libertés économiques. Et enfin, contrairement à ce qui a été attendu, **la démocratie, le prix du pétrole et les flux mondiaux d'IDE** arborent des signes positifs mais non significatifs dans nos spécifications. Cette non significativité va à l'encontre du consensus qui semble se dégager sur ces sujets au sein de la littérature des déterminants de localisation des IDE. Cela peut être justifié par l'introduction de ces variables simultanément avec une autre variable très corrélée avec elle.

Modèle 2:

Le Modèle 2. Ce modèle permet de voir si les résultats changent quand nous retardons les variables d'une unité de temps et d'inclure la

variable à expliquer retardée comme variable indépendante. L'équation du Modèle 2 s'écrit comme suit :

$$IDE_{it} = \alpha_{it} + \sum \beta_k (IDE + \text{variables explicatives})_{i(t-1),k} + \varepsilon_{i(t-1)}$$

Où : $i = 1, 2, \dots, 8$

$t = 1996, 1997, \dots, 2012$

Dans la régression n°14 de ce modèle, nous avons remplacé la variable supplémentaire « Taux d'urbanisation » avec une autre variable qui est « La part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans le PIB ». De même que le précédent, ce modèle contient sept régressions où les variables supplémentaires sont introduites tour à tour .

Il en ressort que la variable à expliquer retardée, le commerce extérieur, les réserves pétrolières, la corruption, la durabilité, le nombre de téléphones, l'inflation et la part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans le PIB sont significativement positives dans nos régressions. Pour ce qui est de **la variable à expliquer retardée**, dans toutes nos spécifications, arbore un signe positif significatif. On peut conclure qu'une augmentation de 1% de la proportion des IDE dans le PIB (de l'année t-1) augmentera de 0.63% l'attractivité des IDE de l'année t. **Le commerce extérieur** est aussi positif et significatif dans l'ensemble des régressions avec des coefficients assez élevés par rapport aux autres variables. Cette significativité confirme, une seconde fois, la complémentarité entre le commerce extérieur et les entrées d'IDE. Une augmentation de 1% du commerce extérieur de l'année t-1 augmente de 2.88% la proportion des IDE dans le PIB de l'année t (régression n° 9). Pour ce qui est des variables correspondantes aux ressources naturelles, à savoir **les exportations pétrolières, les réserves pétrolières et le prix du pétrole**, elles semblent bien avoir le même effet négatif mais seule la variable « réserves pétrolières » est significative. Ainsi, les résultats du Modèle 2 nous confirment que la présence de ressources naturelles ne favorise pas les entrées des investissements directs étrangers. Autrement dit, les investisseurs étrangers ne sont pas dissuadés par la présence des réserves pétrolières en soi. La question qui se pose inévitablement est de savoir de quelle manière les dotations pétrolières peuvent conduire à des niveaux relativement faibles des IDE. L'explication possible se trouve dans le fait que les pays ayant d'importantes réserves pétrolières ont

suffisamment de ressources financières pour financer leur propre développement économique. Ces pays peuvent avoir toute l'expertise nécessaire pour exploiter les ressources naturelles par le biais d'achat de licences ou accords contractuels, plutôt que par le partage de propriété des investissements réalisés pour exploiter les ressources naturelles. De plus, l'IDE est parfois associé à une perte de souveraineté économique, en particulier dans les économies peu diversifiées. En général, les pays riches en pétrole n'encouragent pas activement les IDE et prévoient des exigences de propriété dans la plupart des secteurs économiques¹⁸.

En ce qui concerne **l'indice de perception de la corruption**, le signe négatif significatif qui lui est accordé dans l'ensemble des régressions suggère que l'indice de corruption de l'année t-1 décourage les investisseurs étrangers dans l'année t. En d'autres termes, une augmentation de 1% de cet indice décourage de 1% l'attractivité des investisseurs étrangers. En effet, la corruption est un obstacle majeur pour les multinationales car les pratiques bureaucratiques corrompues peuvent réduire le rendement des investissements des FMN. **La durabilité du régime politique**, quant à elle, arbore un signe positif significatif de même que pour le Modèle 1. Ce résultat est conforme avec les études de recherche antérieures (Jensen, 2003). De même pour **la part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans le PIB retardée**, elle est significativement positive dans l'attractivité des IDE. Pour ce qui est de **l'indice de la gouvernance**, il reflète un impact positif sur l'attractivité des IDE mais non significatif. Cette non significativité peut être justifiée par l'introduction de cette variable simultanément avec une autre variable corrélée avec elle. **Le nombre de téléphones** semble avoir un effet positif significatif dans la plupart des régressions. Ceci confirme l'importance des infrastructures dans l'attractivité des IDE, ce qui rejoint le résultat de plusieurs études antérieures.

Les résultats que nous venons d'analyser nous permettent de mieux appréhender la localisation des investissements directs étrangers au niveau des pays pétroliers de la région MENA. Il apparaît ainsi que la croissance économique, le commerce extérieur, les réserves pétrolières,

¹⁸ : LOPEZ, CARLOS et SCHWAB (2005, 2007). "The Arab World Competitiveness Report". World Economic Forum. Palgrave MacMillan.

le fonds brut du capital fixe, la durabilité, le nombre de téléphone la stabilité politique l'urbanisation, la variable à expliquée retardée, la corruption retardée et la part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans le PIB jouent un rôle significatif au sein de nos spécifications.

4. Conclusion :

Malgré la présence des ressources naturelles, les pays pétroliers de la région MENA ont raté plusieurs occasions de croissance rapide par rapport à d'autres pays qui sont dotés de ressources similaires et étaient en mesure de les exploiter (exemple des pays scandinaves et les pays de l'Amérique Latine). Selon les chercheurs en science économique, la sous performance des pays dotés en ressources, communément appelée « malédiction des ressources naturelles », dépend essentiellement des facteurs plutôt politiques qu'économiques. Selon Ross (2003), si ces pays ont été régis par des dirigeants technocrates sages, leurs richesses en ressources deviennent un bienfait absolu. Ross rajoute que trois problèmes récurrents sont fréquents dans ces pays : leurs gouvernements sont antidémocratiques, ils sont confrontés à des guerres civiles particulièrement fréquentes et leurs dirigeants investissent les revenus de la richesse dans des projets improductifs. D'autres raisons résident dans la déficience du capital humain et dans l'adoption technologique. Cette déficience est due principalement à l'insuffisance de l'apprentissage et l'incapacité à innover au niveau national, résultants de la faiblesse de l'investissement dans le capital humain et l'infrastructure scientifique, conduisant ainsi à une faible capacité à innover, voire de profiter des avancées technologiques. Lorsque ces deux éléments (le capital humain et l'adoption technologique) se présentent, la richesse naturelle devient donc favorable à la croissance économique. Cette section met l'accent sur les principales politiques à suivre en matière d'attractivité des IDE en se basant sur la diversification d'une part et, d'autre part, sur les facteurs qui semblent contribuer à éviter les effets de malédiction des ressources naturelles dans certains pays en développement.

Bibliographie :

1. ACEMOGLU, D. (2003). Why not a political Coase theorem ? Social conflict, commitment, and politics. *Journal of Comparative Economics*. N°31, pp. 620-652.
2. AUTY, R. M. (2001). The political economy of resource-driven growth. *European Economic Review*. N° 46, pp. 839-846.

3. BENASSY-QUERE, A., FONTAGNÉ, L., & LAHRÈCHE-RÉVIL, A. (2003). Tax competition and foreign direct investment. *CEPII Working Papers N° 2003-17*.
4. COLLIER, P., & HOFFLER, A. (2009). Testing the Neocon Agenda : Democracy in Resource-Rich Societies. *European Economic Review. N° 53 (3)*, pp. 293-308.
5. CORDEN, W. M., & NEARY, J. P. (1982). Booming sector and Deindustrialization in a small economy. *The Economic Journal. N° 92(368)*, pp. 825-848.
6. CULEM, C. G. (1988). The Locational Determinants of Direct Investments Among Industrialized Countries. *European Economic Review. Vol 32*, pp. 885-904.
7. EDWARDS, S. (1990). Capital Flows, Foreign Direct Investment, and Debt-Equity Swaps in Developing Countries. *National Bureau of Economic Research (Cambridge, M. A.). Working Paper N° 3497*.
8. GYLFASSON, T. (2004, November). Natural Resources and Economic Growth: From Dependence to Diversification.
9. HODLER, R. (2006). The Curse of Natural resources in Fractionalized Countries. *European Economic Review. N° 50 (6)*, pp. 1367-1386.
10. JUN, K. W., & SINGH, H. (1995). Some new evidence on determinants of foreign direct investment in Developing countries,. *World Bank Policy Research Working Paper. N° 1531*.
11. LEIDERMAN, D., & MALONEY, W. (2007). (eds) *Natural Resources: Neither Curse Nor Destiny*. New York: World Bank and Stanford University Press.
12. LI, Q., & RESNICK, A. (2003). Reversal of fortunes: democratic institutions and FDI inflows to developing countries. *International Organization. N° 57*, pp. 175–211.
13. MALONEY, W. (2002). Missed Opportunities: Innovation and Resource-Based Growth in Latin America. *Washington: World Bank*.
14. PLOEG, F. V. (2010, July). Natural Resources: Curse or Blessing? *CESIFO Working Paper. N° 3125*.
15. ROSS, M. L. (1999). The political economy of the resource curse. *World Politics. N° 51*, pp. 297-322.
16. ROSS, M. L. (2004). What Do We Know About Natural Resources and Civil War ? *Journal of Peace Research. N° 41 (3)*, pp. 337-356.
17. STEIN, E., & DAUDE, C. (2001 a). Institutions, Integration and the Location of Foreign Direct Investment. *Inter-American Development Bank Paper, Research Department, Prepared for the Seminar 'Towards Competitiveness: The Institutional Path'*.
18. TORNELL, A., & LANE, P. R. (1999). The voracity effect. *American Economic Review. N° 89 (1)*, pp. 22-46.